

Nouvelles locales du lundi 16 mai 2011

@rib News, 16/05/2011
 Justice- Le directeur du journal en ligne Net Press Jean Claude Kavumbagu a libéré ce lundi vers 17h après 10 mois de détention sur fond d'accusation de trahison par la justice burundaise. Kavumbagu n'a pas caché sa joie après sa libération. Il a remercié tous ceux qui se sont impliqués dans sa libération à commencer par les journalistes et les membres d'associations des droits de l'homme et même les diplomates.

(Rpa/Isanganiro/Rtr/Rtnb/Bonesha)

- Le président de l'association des journalistes burundais Alexandre Niyengeko salue le courage de la justice qui a fait que son collègue soit libéré. Cependant, il déplore que bien qu'il ait été libéré, il avait été condamné à une peine de prison et une amende de 800\$. Selon lui, la liberté de la presse est un acquis démocratique, raison pour laquelle la place pour les journalistes ne devrait pas être une prison. (Rpa/Isanganiro)- L'avocat de Jean Claude Kavumbagu, Me Raphael Gahungu avait annoncé ce vendredi que son client allait sortir de la prison incessamment. Il avait annoncé que le parquet de la mairie de Bujumbura avait prononcé contre son client une peine de 8 mois de prison et une amende avoisinant 100.000F burundais, ce qui lui valait une liberté car il venait de passer 10 mois dans la prison de Mpimba.

(Rtr) Sécurité- Un enfant âgé de peu près trois ans du nom de Célestin Nzoyibuka a été égorgé vendredi vers 11h30 matin, par un jeune homme du nom de Séverin Bimenyimana sur la colline Bubezi de la commune en province Kayanza (Nord). Selon les informations recueillies sur place auprès d'un voisin de la famille prouvée et qui a été le premier à constater le drame, celui-ci allait faire entrer le porc de son voisin, M. Victor Kayobera, qui avait quitté la porcherie.

Quand il est entré dans la maison de ce Kayobera qui est en même temps le deuxième mari de la mère de l'auteur du crime, il a trouvé un enfant qui gisait derrière la porte. (Abp)- Au moins 11 personnes ont trouvé la mort à travers tout le pays en grande partie suite aux rivalités politiques. La seule province de Bujumbura bat le record dans des tueries du genre car les membres des partis FNL et CNDD-FDD s'entre-tuent dans presque toutes les communes de cette province frontalière de la capitale Bujumbura. (Rpa)- Des tracts ont été distribués ce lundi matin à Kabezi en province de Bujumbura alertant sur la préparation d'une attaque des enseignants membres du FNL contre ceux du CNDD-FDD.

Selon un des enseignants, ils ont voulu alerter pour que les gens sachent ce qui se prépare. (Isanganiro) Économie - Les thésiculteurs des communes Gisozi, Rusaka et Ndava en province Mwaro sont négativement affectés depuis mardi dernier après la mise en application de la mesure de suspension de la collecte des feuilles vertes par l'usine à thé PROTHEM-USINE S.A dans les zones sous conflit avec l'Office du Thé du Burundi (OTB). Ceux qui sont proches de cette usine paient les pots cassés en transportant leur thé vert sur la tête, car les véhicules destinés à la collecte des feuilles vertes dans les localités situées loin de l'usine PROTHEM ne sont pas autorisés à circuler. Jeudi à 17h30, les thésiculteurs des collines Musimbwe et Kigamba en commune Gisozi et Nyagahwabare en commune Rusaka étaient aux hangars de collecte avec des paniers remplis de feuilles vertes à vendre à PROTHEM et non à l'OTB. (Abp)- Le directeur de l'OTB, Alexis Nzobonimpa a fait savoir dans un point de presse de ce lundi que le gouvernement ne pourra jamais autoriser les privés à acheter du thé aux populations que les usines publiques ont encadré. « On ne peut accepter que les gens achètent le thé que nous avons planté. C'est impossible » a souligné le DG de l'OTB, Alexis Nzobonimpa.

(Isanganiro/Rpa) - Une hausse sensible de la quasi-totalité des denrées alimentaires, particulièrement le haricot, qui accusent une pénurie criante au marché central du centre urbain de Gitega (centre) pose problème aux consommateurs, surtout les grandes communautés comme les écoles secondaires à système d'internat et d'autres consommateurs à faible pouvoir d'achat qui sont aussi nombreux. Ce n'est plus un secret pour personne, les stocks de haricot sont presque vides dans les kiosques et stands du marché central de Gitega et dans les boutiques.

(Abp/Isanganiro/Rpa) Société- Les autorités provinciales et communales de Ngozi (Nord), les magistrats et les officiers de la Police de l'air, des frontières et des étrangers (PAFE), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police de sécurité intérieure (PSI), viennent de suivre une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés et la procédure d'asile au Burundi. Organisée par l'Office national de la protection des réfugiés et apatrides (ONAPR) en collaboration avec le HCR et le programme ICLA du Conseil Norvégien pour les réfugiés (CNR), la formation visait l'apprentissage des notions fondamentales sur les droits humains, les principes de la protection internationale, les critères de reconnaissance du demandeur d'asile ainsi que les droits et les obligations relatifs aux demandeurs d'asile et réfugiés au Burundi. (Abp)

(Isanganiro/Rpa) - Une hausse sensible de la quasi-totalité des denrées alimentaires, particulièrement le haricot, qui accusent une pénurie criante au marché central du centre urbain de Gitega (centre) pose problème aux consommateurs, surtout les grandes communautés comme les écoles secondaires à système d'internat et d'autres consommateurs à faible pouvoir d'achat qui sont aussi nombreux. Ce n'est plus un secret pour personne, les stocks de haricot sont presque vides dans les kiosques et stands du marché central de Gitega et dans les boutiques.

(Abp/Isanganiro/Rpa) Société- Les autorités provinciales et communales de Ngozi (Nord), les magistrats et les officiers de la Police de l'air, des frontières et des étrangers (PAFE), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police de sécurité intérieure (PSI), viennent de suivre une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés et la procédure d'asile au Burundi. Organisée par l'Office national de la protection des réfugiés et apatrides (ONAPR) en collaboration avec le HCR et le programme ICLA du Conseil Norvégien pour les réfugiés (CNR), la formation visait l'apprentissage des notions fondamentales sur les droits humains, les principes de la protection internationale, les critères de reconnaissance du demandeur d'asile ainsi que les droits et les obligations relatifs aux demandeurs d'asile et réfugiés au Burundi. (Abp)

(Isanganiro/Rpa) - Une hausse sensible de la quasi-totalité des denrées alimentaires, particulièrement le haricot, qui accusent une pénurie criante au marché central du centre urbain de Gitega (centre) pose problème aux consommateurs, surtout les grandes communautés comme les écoles secondaires à système d'internat et d'autres consommateurs à faible pouvoir d'achat qui sont aussi nombreux. Ce n'est plus un secret pour personne, les stocks de haricot sont presque vides dans les kiosques et stands du marché central de Gitega et dans les boutiques.

(Abp/Isanganiro/Rpa) Société- Les autorités provinciales et communales de Ngozi (Nord), les magistrats et les officiers de la Police de l'air, des frontières et des étrangers (PAFE), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police de sécurité intérieure (PSI), viennent de suivre une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés et la procédure d'asile au Burundi. Organisée par l'Office national de la protection des réfugiés et apatrides (ONAPR) en collaboration avec le HCR et le programme ICLA du Conseil Norvégien pour les réfugiés (CNR), la formation visait l'apprentissage des notions fondamentales sur les droits humains, les principes de la protection internationale, les critères de reconnaissance du demandeur d'asile ainsi que les droits et les obligations relatifs aux demandeurs d'asile et réfugiés au Burundi. (Abp)

(Isanganiro/Rpa) - Une hausse sensible de la quasi-totalité des denrées alimentaires, particulièrement le haricot, qui accusent une pénurie criante au marché central du centre urbain de Gitega (centre) pose problème aux consommateurs, surtout les grandes communautés comme les écoles secondaires à système d'internat et d'autres consommateurs à faible pouvoir d'achat qui sont aussi nombreux. Ce n'est plus un secret pour personne, les stocks de haricot sont presque vides dans les kiosques et stands du marché central de Gitega et dans les boutiques.

(Abp/Isanganiro/Rpa) Société- Les autorités provinciales et communales de Ngozi (Nord), les magistrats et les officiers de la Police de l'air, des frontières et des étrangers (PAFE), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police de sécurité intérieure (PSI), viennent de suivre une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés et la procédure d'asile au Burundi. Organisée par l'Office national de la protection des réfugiés et apatrides (ONAPR) en collaboration avec le HCR et le programme ICLA du Conseil Norvégien pour les réfugiés (CNR), la formation visait l'apprentissage des notions fondamentales sur les droits humains, les principes de la protection internationale, les critères de reconnaissance du demandeur d'asile ainsi que les droits et les obligations relatifs aux demandeurs d'asile et réfugiés au Burundi. (Abp)

(Isanganiro/Rpa) - Une hausse sensible de la quasi-totalité des denrées alimentaires, particulièrement le haricot, qui accusent une pénurie criante au marché central du centre urbain de Gitega (centre) pose problème aux consommateurs, surtout les grandes communautés comme les écoles secondaires à système d'internat et d'autres consommateurs à faible pouvoir d'achat qui sont aussi nombreux. Ce n'est plus un secret pour personne, les stocks de haricot sont presque vides dans les kiosques et stands du marché central de Gitega et dans les boutiques.

(Abp/Isanganiro/Rpa) Société- Les autorités provinciales et communales de Ngozi (Nord), les magistrats et les officiers de la Police de l'air, des frontières et des étrangers (PAFE), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police de sécurité intérieure (PSI), viennent de suivre une formation de deux jours sur la protection internationale des réfugiés et la procédure d'asile au Burundi. Organisée par l'Office national de la protection des réfugiés et apatrides (ONAPR) en collaboration avec le HCR et le programme ICLA du Conseil Norvégien pour les réfugiés (CNR), la formation visait l'apprentissage des notions fondamentales sur les droits humains, les principes de la protection internationale, les critères de reconnaissance du demandeur d'asile ainsi que les droits et les obligations relatifs aux demandeurs d'asile et réfugiés au Burundi. (Abp)